



**Mémoire déposé à la commission d'étude scientifique,
publique et indépendante chargée d'examiner la gestion des
forêts du domaine de l'état**

Préparé par

**L'Institut de développement durable
des Premières Nations du Québec et du Labrador**



Wendake, août 2004

Tables des matières

Introduction	3
Mise en contexte	4
Les communautés.....	4
La population	4
Population jeune.....	5
Développement local	5
Autochtones = Utilisateurs désagréables	5
Droit des peuples Autochtones	6
Territoire des Premières Nations	6
Constitution canadienne.....	6
Droits de traité.....	6
Jugement Delgamuukw.....	7
Loi sur les forêts.....	7
Obligation de consulter	7
Certification	9
Demandes antérieures des Premières Nations	11
1. Qualité du territoire et pérennité des ressources	11
2. Culture et langue	11
3. Développement social.....	11
4. Développement économique.....	11
5. Nécessité de partenariat	12
6. Participation au processus de décision.....	12
Problèmes actuels de gestion des forêts.....	13
Pillage des forêts et mode de coupe.....	13
Trop de pouvoir aux compagnies forestières	13
Forêt synonyme de matière ligneuse.....	13
Les Premières Nations sont écartées des décisions qui touchent leurs forêts.....	14
Sanctions insignifiantes	14
Produit de première transformation	14
Conditions de travail et âge moyen des travailleurs forestiers	14
Recommandations et solutions pour la gestion de la forêt	16
Conclusion	21
Annexe 1	22
Annexe 2.....	23
Bibliographie	28

Introduction

Les Premières Nations du Québec et du Labrador sont heureuses de rencontrer les membres de la commission sur les forêts sur le territoire de Wendake lors de ce forum consacré aux Premières Nations du Québec. La plupart des Premières Nations du Québec proviennent et vivent de la forêt. Le territoire est au cœur même de l'identité des Premières Nations. Cette consultation publique est très importante puisque l'avenir des Premières Nations dépend de l'approche de développement du milieu et des ressources naturelles provenant du territoire. Il s'agit donc là d'un enjeu fondamental pour la vie de nos peuples et c'est dans cette perspective très spécifique que la Commission doit envisager sa réflexion. Les Premières Nations ne sont pas des interlocuteurs comme d'autres dans le dossier forestier, elles sont des peuples de la forêt et elles y détiennent des droits originaux et spécifiques qui font l'objet de reconnaissance et débats internationaux. Ces droits internationaux font l'objet d'une évolution constante au fil des ans et les discours demeurent progressifs.

Les Premières Nations ont toujours déploré toute forme d'exploitation conduisant à la dévastation irresponsable de leurs territoires. La forme de développement "durable" que la société non autochtone pratique depuis des années n'est qu'un leurre comme le prouvent les résultats. Seuls nos ancêtres, qui vivaient exclusivement de la forêt et de ses ressources naturelles depuis des millénaires, ont réussi à faire usage et à conserver durablement le milieu forestier jusqu'à ce que l'État et l'industrie considèrent ce dernier comme leur propriété et comme un objet de profit. Les aînés considèrent que les industries ne font pas attention aux territoires et la tenue d'une commission sur les forêts prouve qu'il y a un malaise profond. Dans ses conclusions et parce que la confiance est essentielle dans le contexte actuel, la commission ne devra pas se contenter de couvrir superficiellement le régime existant ou de temporiser avec des mesures insignifiantes, elle a le devoir de recommander toutes les actions structurantes qui s'imposent ainsi que d'identifier des indicateurs clairs de contrôle de gestion de la forêt publique.

Le mandat de la commission consiste, entre autres, à examiner l'administration du régime forestier québécois ainsi que les résultats atteints, d'examiner les avenues permettant de la bonifier et d'examiner ses dimensions économiques, environnementales, fauniques, sociales, etc. Ce mandat devrait permettre de questionner en profondeur le régime, de même que sa légitimité et ses résultats.

Les Premières Nations ont, à maintes reprises, exprimé leurs visions, leurs aspirations et leur volonté de faire partie intégrante des multiples prises de décision qui sont appliquées chaque jour et qui affectent directement les territoires et les ressources naturelles. De nombreux mémoires, lettres et autres documents ont été produits et déposés auprès de plusieurs ministères afin de faire reconnaître les besoins et les droits des Premières Nations. Trop souvent, ces requêtes sont restées sans réponse. Diverses initiatives ont été entreprises auprès du gouvernement du Québec au cours des dernières années.

Suite à la signature d'un *Engagement politique mutuel* entre les gouvernements des Premières Nations et du Québec en date du 17 juin 2003, le *Conseil conjoint des élus*,

composé d'un nombre égal de représentants des gouvernements en cause, a reçu divers documents qui affirment la position des Premières Nations sur la nécessité de participer pleinement aux prises de décision. Un des documents de base déposés à ce Conseil, « Relations harmonieuses et cogestion de la décision », vient réaffirmer le besoin urgent de réexaminer toutes les mesures adoptées par le gouvernement du Québec qui affectent les Premières Nations et qui sont adoptées et appliquées unilatéralement, sans le consentement et sans la participation des Premières Nations. Il est ici essentiel de revoir l'état de la problématique face aux activités forestières, et les solutions y correspondant, en gardant à l'esprit le rôle majeur que doivent y jouer les Premières Nations.

Dans ce mémoire, nous tenterons de faire comprendre aux membres de la commission que nous tenons à nos territoires. Pour ce faire, la mise en contexte des Premières Nations, les droits des Premières Nations, les demandes antérieures, les problèmes actuels de gestion des forêts et les recommandations pour la gestion des forêts seront les principaux éléments qui seront ici abordés.

Les Premières Nations n'ont jamais cédé les territoires qui font l'objet de revendications à l'heure actuelle. Ces territoires, les ancêtres en dépendaient il y a des millénaires et les communautés en dépendent encore aujourd'hui. Ces territoires, nous en faisons usage depuis des millénaires et nous les aimons, donc nous avons le droit de regard sur toutes les activités d'exploitation qui les touchent (exploitation forestière, villégiature, chasse, pêche, etc.). Nous avons le droit de contrôler nos territoires en tant que « gestionnaires ».

Mise en contexte

Les communautés

Au Québec et au Labrador on compte 43 communautés autochtones, réparties en dix Nations (en excluant les Inuit), dont la majorité sont situées en milieu forestier. Les Premières Nations qui vivent à proximité du milieu forestier parlent et utilisent couramment leurs langues maternelles; la forêt est le terroir des diverses cultures autochtones. Les Premières Nations ont besoin de la forêt pour survivre et conserver leurs langues, leurs cultures et leurs connaissances traditionnelles et pour asseoir leur développement social et économique. Les langues autochtones constituent l'essence d'une nation et de son expression, elles représentent sa vision du monde, ses connaissances écologiques traditionnelles et son mode de vie.

La population

Les Premières Nations comptent au-delà de 75 000 individus au Québec et au Labrador. Soixante et cinq pour cent des Autochtones du Québec vivent sur un territoire dit de « réserve », et la majorité des individus vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage dans ces communautés se situe à environ 29 % et il peut grimper jusqu'à 80% selon les saisons. Les compagnies forestières considèrent qu'il manque de main-

d'œuvre dans les régions éloignées. Pourtant, les membres des communautés y vivent et la plupart sont sans emploi permanent. Il est temps pour les industries de changer d'attitude et de favoriser la formation et l'intégration des Autochtones et de respecter les droits sur les territoires ancestraux. De plus, l'accès à la gestion des ressources sur nos territoires ancestraux et aux emplois permettrait de combler l'important écart économique qui existe entre les Premières Nations et les Québécois.

Population jeune

La population autochtone est très jeune. En effet, plus de la moitié de la population est âgée de moins de 25 ans. Par contre, le taux de scolarité de ces jeunes est nettement inférieur à la moyenne de la population du Québec. Peu de jeunes continuent leurs études à des niveaux supérieurs pour diverses raisons. Il est très difficile pour les membres des communautés d'encourager les jeunes à poursuivre leurs études à l'extérieur de la communauté, entre autres, parce que les emplois correspondants n'existent pas.

Développement local

Le lien culturel entretenu par les Premières Nations avec leurs territoires constitue la base de la vie en société et un support essentiel à leur développement. Toutes les formes d'évaluation des potentiels du territoire, entre autres concernant les questions de biodiversité et d'intégrité des écosystèmes, se doivent d'inclure les préoccupations autochtones. L'accès au territoire, en permettant la survie des activités traditionnelles et la création d'emplois, constitue un enjeu majeur aux problèmes sociaux que vivent des communautés. Les Premières Nations doivent donc avoir accès à leurs territoires et à ses ressources et en être « gestionnaire ». C'est le seul espoir de résorber leur haut taux de chômage et de démontrer aux jeunes qu'un avenir est possible dans leur pays, chez eux.

Autochtones = Utilisateurs désagréables

Les Autochtones ont souvent été perçus comme des utilisateurs de la forêt dérangeants, souvent été considérés à tort comme une barrière au développement aux yeux de plusieurs industries. Ce jugement global n'est pas juste, même s'il est vrai que les Autochtones se veulent parfois une barrière au pillage de leurs forêts, de leurs ressources et de leur milieu naturel. Ils résistent à la marginalisation du développement et des emplois. Ils s'opposent naturellement, tout comme plusieurs populations régionales, à l'extraction de leurs ressources naturelles sans transformation et sans recevoir les retombées positives des développements. Ils veulent contrôler ce qui se passe chez eux et influencer la qualité du processus. Ils veulent que leur milieu reste vivable au lendemain des opérations qui s'y déroulent.

Nous avons toujours fait usage du territoire de façon durable depuis des millénaires. Nos ancêtres et nos Aînés crient haut et fort depuis plusieurs années que l'exploitation

forestière coupe une quantité trop importante de forêt et de plus, elle le fait de façon inadéquate. Les Premières Nations ont une vision globale et holistique du territoire et de ses ressources, ce qui concorde avec le principe d'un vrai développement durable.

Droits des peuples Autochtones

Territoire des Premières Nations

Le territoire, qui fait l'objet de coupes intensives dans toute la province, fait partie des territoires ancestraux des Premières Nations. Nos ancêtres et nos aînés faisaient usage de ce territoire pour se nourrir, se vêtir et se loger. Pendant des générations, nous avons vécu de ce territoire de façon durable en pensant constamment aux générations futures. Aujourd'hui, sans même avoir cédé ce territoire, la plupart des communautés sont confrontées à un usage restreint du territoire, coupées de ses ressources et grandement affectées par la façon dont il a été ravagé.

Constitution canadienne

Dans la constitution canadienne de 1982, les Autochtones se sont fait reconnaître et confirmer leurs droits ancestraux par les articles 25 et 35. Ces droits comprennent le titre aborigène qui reconnaît aux Autochtones le droit de faire usage et d'occuper leurs terres en exclusivité. Les politiques gouvernementales inspirées du droit constitutionnel reconnaissent également l'accès à des revendications territoriales et à une forme d'autonomie gouvernementale. Cependant, cette autonomie ne sera possible et réalisable concrètement que lorsque nous aurons accès à un plein partenariat pour la gestion de nos territoires et de ses ressources et que nous pourrons en faire usage durablement.

Droits de traité

Au Québec, la Paix des Braves est le seul complément de traité, soit celui de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, qui ait été convenu entre un gouvernement non autochtone et un gouvernement autochtone en matière de foresterie. Cette entente permet la responsabilisation accrue de la nation Crie concernant leur développement social et économique ainsi qu'un accord sur le développement de la rivière Rupert pour la mise en place d'ouvrages hydroélectriques. De plus, elle prévoit que les interventions forestières devront être adaptées au mode de vie traditionnel des Cris et que ceux-ci pourront participer aux processus de planification et de gestion des activités forestières. Un secrétariat Cris-Québec a été créé en matière de foresterie.

Un autre traité est présentement en négociation avec le gouvernement du Québec, à partir de l'Entente de principe d'ordre général entre le Conseil tribal Mamuitun mak

Nutashkuan et les gouvernements du Canada et du Québec permettant, entre autres, la participation des Innu à la gestion du territoire ancestral, des ressources et de l'environnement et à la création d'aires d'aménagement et de développement Innu (AADI).

Jugement Delgamuukw

Depuis une cinquantaine d'années, les gouvernements sont interpellés par les Premières Nations via les tribunaux. Certaines décisions cruciales ont fait cheminer le jugement en regard des Premières Nations au Canada. Parmi eux, le jugement Delgamuukw¹ sur les droits ancestraux et le titre aborigène traite du droit des peuples autochtones d'occuper et d'utiliser des terres détenues à ce titre sous réserve de respecter la capacité de ces terres à assurer la subsistance de ses détenteurs. Il reconnaît également que les récits oraux sont admis comme preuve de l'utilisation millénaire du territoire. Ce jugement a de plus confirmé la portée réelle de l'obligation des gouvernements de consulter les peuples autochtones sur les questions d'aménagement ou de développement de leurs territoires ancestraux.

Loi sur les forêts

La loi sur les forêts inclut peu de considérations pour les droits spécifiques des Premières Nations mais quelques mesures intéressantes (mais incomplètes) s'y retrouvent. On y retrouve l'obligation pour les industries et le gouvernement du Québec de consulter et ce, de façon distincte, les Premières Nations concernées. Le ministre peut également changer les normes d'interventions à la demande d'une communauté, après consultation, afin de mieux concilier les activités d'aménagement avec les activités traditionnelles de la Première Nation concernée. Par contre, les délais de consultation sont plutôt courts pour les Premières Nations. Les articles de la Loi sur les Forêts qui traitent de ces questions sont les articles 24.5, 25.2 et 171.1. Les Premières Nations qui s'impliquent activement dans ce processus doivent former leur personnel professionnel pour répondre à la demande et pour bâtir une argumentation de qualité concernant un régime complexe et des questions souvent techniques. Or pour ce faire, les ressources financières sont pratiquement inexistantes.

Obligation de consulter

Dans ce contexte et de façon plus large, l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador a développé un protocole de consultation afin de mieux outiller les communautés. En voici les principes de base :

¹ Delgamuukw v. British Columbia, [1997] 3 S.C.R. 1010.

Un consentement libre et éclairé, la confidentialité et une analyse des avantages et inconvénients doivent être les éléments clefs de la consultation.

1. Le droit inhérent à l'autonomie des Premières Nations implique qu'elles ont autorité dans la gestion de leurs affaires, de leurs territoires et de leurs ressources et, par conséquent, un droit de regard au même titre que les gouvernements ou demandeur sur toutes les étapes de la consultation proposée.
2. La reconnaissance des droits, dont le titre aborigène, et ceux issus de traités des Premières Nations doit être entière.
3. Les gouvernements doivent être soucieux du lien sacré qui unit les Premières Nations à la Terre, de la nécessité d'avoir accès aux ressources naturelles, des droits qui en découlent et des responsabilités qu'elles ont à cet égard.
4. Dans le cadre des consultations, la *Stratégie de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador* doit être au cœur des préoccupations des divers intervenants.
5. Les discussions entre les diverses parties présentes doivent être entreprises et se dérouler dans un climat de respect mutuel et de bonne foi.
6. Les parties doivent adopter une attitude garantissant une consultation concluante et, à cette fin, être bien préparées à la consultation en identifiant des objectifs réalistes et en faisant preuve de patience et d'ouverture d'esprit afin de favoriser la compréhension de l'autre et d'être animées par la volonté de bâtir un partenariat.
7. Les Premières Nations doivent recevoir une information complète et accessible de la part des gouvernements ou du demandeur de consultation et disposer du temps nécessaire pour consulter ses membres avant que toute décision soit prise.
8. Les personnes responsables de la consultation proposée par un gouvernement ou un promoteur doivent être disponibles à rencontrer les Premières Nations afin de répondre aux questions et/ou apporter des éclaircissements relativement à ladite consultation.
9. La consultation n'est jugée valable que lorsque les Premières Nations sont en mesure de prendre une décision éclairée en ayant pris compte de toute l'information disponible.
10. Les Premières Nations ont droit à des ressources financières et humaines adéquates pour leur permettre de participer pleinement aux consultations. Un plan de

développement économique et social présenté par les Premières Nations en cause doit accompagner ce processus.

11. Une étude des répercussions à court, moyen et long terme doit être faite par des personnes-ressources des Premières Nations concernées. Le promoteur d'un projet devra identifier les répercussions positives et négatives d'un projet ainsi que les perspectives de développement social et économique de la Première Nation concernée.
12. Il ne doit pas y avoir de programme préétabli unilatéralement. Le temps alloué à chacune des étapes de la consultation doit avoir été établi et accepté par les parties concernées et être suffisamment flexible afin de s'adapter aux circonstances.
13. Les parties doivent convenir d'un échéancier des consultations. Aucune des parties ne peut réduire ou éliminer des étapes préalablement établies de la consultation.
14. Les consultations doivent se dérouler lors de périodes de l'année qui conviennent aux Premières Nations concernées, selon un échéancier convenu entre les parties, qui tiendra compte du calendrier des activités traditionnelles.
15. À la fin du processus de consultation, un rapport devrait être élaboré et validé par les représentants autochtones dûment mandatés, et ce, avant l'adoption d'une version finale et de sa diffusion.

Certification

Il existe deux certifications qui tiennent compte des droits des Premières Nations, soit le Forest Stewardship Council (FSC) et le Canadian Standard Association (CSA). Le système de certification FSC occupe une place importante auprès des Premières Nations du Québec puisque ces dernières ont participé à son élaboration. Toutefois, lors de sa mise en place, plusieurs difficultés s'élèvent. Premièrement la certification ne peut être mise en place si la communauté n'est pas en mesure de répondre à la demande et qu'elle n'a pas les ressources pour accomplir la tâche. Deuxièmement, le processus est très long de sorte que les communautés doivent s'assurer préalablement qu'elles sont en mesure d'y participer et qu'elles ont les moyens. Une aide financière adéquate est jugée essentielle pour permettre aux Premières Nations de répondre à la demande et de participer à son élaboration. Finalement, les étapes de sa mise en place sont exigeantes et la multitude de principes fait souvent reculer les compagnies forestières, ce qui ralentit le processus de certification. Vous retrouverez le principe numéro 3 de la norme FSC portant sur les droits des Peuples autochtones à l'Annexe 1.

La certification CSA, elle, prend en compte les droits ancestraux et issus de traités des Premières Nations. L'engagement des compagnies face aux Premières Nations consiste également à respecter leurs valeurs et l'utilisation qu'elles font de la forêt. Ce sont là les

principaux indicateurs relatifs aux droits des Premières Nations que l'on retrouve dans la norme CSA. Ces indicateurs ont été inclus dans ces normes sans demander l'avis des principaux intéressés, à savoir les Premières Nations.

À ce jour, le seul système de certification acceptable pour les Premières Nations est celui du FSC. Ses processus permettent la prise en compte des préoccupations des Premières Nations. Cependant, ils ne doivent pas remplacer la participation des Premières Nations à l'élaboration des plans généraux d'aménagement forestier ni la nécessité de développer des stratégies d'aménagement et des modalités dans un cadre de développement durable.

Demandes antérieures des Premières Nations

Depuis déjà plusieurs années, les Premières Nations ont formulé un grand nombre de recommandations et de demandes liées à la forêt. Encore aujourd'hui, beaucoup d'entre elles n'ont jamais été entendues, ni retenues. C'est le cas de la majorité des recommandations incluses dans le présent mémoire. Plusieurs demandes ont été formulées lors du 12^{ième} Congrès forestier mondial et dans le Plan d'Action de Wendake, qui se retrouve également en annexe. L'APNQL et les communautés ont également fait de multiples représentations, entre autres à la commission parlementaire sur la loi 136, sans que le gouvernement en place n'en tienne vraiment compte. Voici quelques-unes des recommandations relatives à la forêt qui ont été formulées au cours des dernières années.

1. Qualité du territoire et pérennité des ressources

- Il importe que les Premières Nations participent à l'élaboration des objectifs d'aménagement.
- Toute détermination d'objectif doit tenir compte de tous les usages du territoire.
- Nécessité de participer à la délimitation des unités d'aménagement ainsi qu'aux objectifs d'aménagement.
- Assurer la perpétuation des activités traditionnelles et la priorité à la préservation des ressources fauniques.
- Dresser un bilan de l'état des territoires des Premières Nations.
- Nécessité de réévaluer la possibilité forestière.
- Conserver une marge de sécurité lors du calcul de possibilité forestière.

2. Culture et langue

- Mise à profit des connaissances écologiques traditionnelles dans la planification forestière.
- Nécessité de revitaliser et de restaurer la toponymie des Premières Nations, particulièrement en ce qui a trait à certains sites et lieux historiques.

3. Développement social

- Assurer un rôle significatif aux Premières Nations sur la gouvernance de la forêt.
- Promotion et préservation des activités traditionnelles.
- Nécessité pour les Premières Nations de former des professionnels.
- Favoriser l'employabilité des Premières Nations dans le milieu forestier.
- Insertion des connaissances écologiques traditionnelles dans l'élaboration des stratégies de développement durable.
- Nécessité de réaliser un bilan des impacts des activités forestières sur le milieu social.

4. Développement économique

- Appel au partage équitable des retombées du développement du territoire et des ressources.
- Accès aux ressources pour fournir des emplois à la communauté.

-Réviser l'allocation des ressources afin de dégager des volumes de matières ligneuses pour les communautés des Premières Nations.

5. Nécessité de partenariat

-Nécessité d'entente sur la foresterie, sur le partage de l'utilisation du territoire et sur le développement.

-Mise en place d'un comité de cogestion décisionnelle face aux stratégies sylvicoles.

-Disposer des données nécessaires aux analyses.

-Droit de veto concernant les sites sensibles.

-Les Premières Nations ont le droit de regard sur l'utilisation du territoire.

-Réévaluer l'affectation des terres.

6. Participation aux processus de décision

-Les concepts et la vision des Premières Nations devraient être intégrés à tout processus décisionnel.

-Les Premières Nations devraient être des partenaires dans la formulation des lois.

-Participer à la délimitation des unités d'aménagement, aux plans d'aménagement, aux bilans du territoire et de ses habitats fauniques et à un suivi et au contrôle des activités forestières.

Problèmes actuels de gestion des forêts

Pillage des forêts et mode de coupe

Avant l'arrivée des Européens, les Premières Nations faisaient usage du territoire de façon durable, ce qui a permis à plusieurs générations de bénéficier de la forêt. Aujourd'hui, les industries forestières se sont appropriées, avec l'aide des gouvernements, les territoires et les ressources. Depuis plusieurs années, un pillage intensif est en cours. L'industrie forestière continue à couper la forêt au moindre coût sans aucun respect pour les Premières Nations, mais surtout sans aucun respect pour la terre, la faune, la flore, etc.

Les modes de coupes qui sont utilisés par les industries se résument en majorité à des coupes à blanc, qui sont aujourd'hui appelées des *coupes avec protection de la régénération et des sols* (CPRS). Ces coupes se retrouvent sous plusieurs formes : coupe par bande, coupe en mosaïque, par parquet, etc. Pourtant dans la majorité des cas, le résultat est le même : un sol détruit et peu de régénération en place. Les interventions ne sont pas faites en fonction de la présence animale, végétale ou des activités traditionnelles des Premières Nations, elles sont faites en fonction du moindre coût et de la meilleure productivité.

Trop de pouvoir aux compagnies forestières

Présentement, la ressource forestière est en pratique gérée par les industries forestières. Elles élaborent leurs propres plans d'aménagement qui seront par la suite approuvés par le Ministère des Ressources Naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP). Elles peuvent récolter la matière ligneuse dont elles ont besoin, aux endroits désirés en suivant certaines normes émises par le ministère. Le mode de gestion des forêts doit changer complètement et permettre aux Premières Nations d'avoir un droit de regard sur l'utilisation de leurs ressources et de leurs territoires. Une tierce partie indépendante du gouvernement du Québec et des industries devrait être impliquée dans le processus d'analyse et de décision. Sans cette structure permettant d'objectiver le processus, le régime québécois ne peut être crédible.

Forêt synonyme de matière ligneuse

La forêt est perçue par les industries forestières comme étant une grande réserve de matière ligneuse. La forêt c'est beaucoup plus que des arbres, c'est la source de la vie, c'est les animaux, les plantes médicinales, la villégiature, une source de nourriture pour des sociétés entières, une usine de production d'oxygène et plusieurs autres choses. Tous les usages de la forêt devraient être considérés de façon intégrée avant de concéder un territoire à une industrie forestière. Par-delà les discours creux, nous ne croyons pas qu'il se fasse de véritable gestion intégrée des ressources au Québec et la structure des

ministères, de même que leurs interventions ne vont pas en ce sens. C'est le cas lors de l'octroi de permis de coupe qui ne tiennent pas compte des revendications territoriales des Premières Nations ainsi que des mesures prises en réponse au report des calculs de possibilités de coupe forestière.

Les Premières Nations sont écartées des décisions qui touchent leurs forêts

Les Premières Nations ont été trop souvent écartées des décisions par rapport à la ressource forestière. Pourtant, beaucoup d'individus ont vécu de la forêt pendant des décennies et ils connaissent mieux le comportement de la forêt que bien des ingénieurs forestiers. Il y a bien longtemps que les aînés des Premières Nations savent que la forêt est surexploitée et qu'il y aura une pénurie de matière ligneuse dans les années à venir. C'est pourquoi la plupart des communautés ont demandé d'être « cogestionnaire » sur leur territoire, mais peu de ces demandes ont été prises en considération.

Sanctions insignifiantes

Les sanctions imposées par le gouvernement aux industries forestières fautives lors de mauvaises pratiques sont minimales et n'incitent pas les industries à investir l'effort nécessaire pour permettre une amélioration continue. Beaucoup de normes existent dans le milieu forestier mais beaucoup de chemin reste à faire pour les appliquer de façon adéquate. Par exemple, on n'oblige pas les industries à récupérer la matière ligneuse non utilisée qui reste sur le parterre de coupe ou en bordure des chemins forestiers. Il est plus rentable pour la compagnie de payer l'amende que de récupérer cette matière ligneuse.

Produit de première transformation

Le gouvernement n'encourage pas suffisamment la production de produits de deuxième et de troisième transformation. La matière ligneuse est encore aujourd'hui attribuée à des industries qui coupent la forêt de façon à être le plus productif possible pour réduire les coûts de transformation d'une simple planche de bois. La majorité de notre matière ligneuse est attribuée à des scieries ou à des producteurs de pâte et papier. L'avenir de la foresterie pourrait être dans la seconde transformation, car en récoltant une quantité moindre de matière ligneuse, beaucoup plus d'emplois sont créés et des profits plus importants reviennent à l'industrie et à la société.

Conditions de travail et âge moyen des travailleurs forestiers

Les conditions de travail des travailleurs forestiers sont devenues très difficiles. Ces personnes vivent souvent dans des camps forestiers plus ou moins adéquats. Ce travail est surtout connu comme étant de dernier recours pour les personnes sans emploi. Les salaires ne sont pas suffisants pour compenser la perte d'une vie familiale. Les

compensations monétaires ne sont pas suffisantes pour attirer des travailleurs qualifiés dans les diverses régions. De plus, les journées de travail sont très difficiles, les travailleurs forestiers sont confrontés à toutes les intempéries et ce sur des journées de travail de plus de dix heures.

En milieu forestier, l'âge moyen des travailleurs est très élevé. Pour le moment, il n'y a pas de relève pour assurer totalement la perte des futurs retraités. Le milieu forestier nécessite une nouvelle image pour amener les jeunes à s'intéresser à ce type de travail.

Recommandations et solutions pour la gestion de la forêt

Biodiversité

L'État doit envisager les mesures suivantes :

- Exiger que les arbres soient coupés, tronçonnés et ébranchés sur le parterre de coupe au lieu de débarder les arbres entiers sur le bord des chemins pour subir ces transformations. Cette pratique permettra de conserver une plus grande partie de la biomasse et d'éléments nutritifs sur les parterres de coupe et de conserver les sols et la régénération.
- Favoriser la biodiversité en laissant sur place des chicots de toutes grosseurs au lieu de les faire tomber lors d'interventions forestières. Ces arbres sont la base de la vie de plusieurs espèces d'insectes et d'oiseaux.
- Pour une sylviculture respectueuse des écosystèmes, favoriser des coupes forestières de petites superficies et mettre en pratique le principe de gestion écosystémique de la loi sur les forêts.
- Favoriser la régénération naturelle, mais lorsque la plantation est nécessaire, éviter les monocultures: elles sont très désavantageuses lors du passage d'une épidémie et, de plus, elle diminue la biodiversité. Des plantations hétérogènes de plus d'une espèce devraient être favorisées.

Possibilité forestière

Les valeurs traditionnelles et les usages du territoire par les Premières Nations devraient être inclus dans le calcul de possibilité forestière. Le calcul doit tenir compte de toutes les mesures d'harmonisation possibles.

Ce calcul devra être ajusté à la région qu'il représente et il devra être appliqué sur un territoire assez petit pour rendre la probabilité d'erreur acceptable. Par exemple, dans la Paix des Braves, la possibilité est calculée au niveau des unités d'aménagement qui contiennent, au plus, de 3 à 7 territoires de trappe.

Faire le calcul de possibilité après avoir identifié les aires protégées, les sites d'utilisation, les sites culturels, les sites sensibles, etc.

Lieu de contact avec les Premières Nations

Dans une perspective de partage des connaissances et d'échange de moyens :

Que tous les documents de recherche sur les territoires des Premières Nations soient envoyés aux communautés concernées et à l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador pour faciliter la distribution de

l'information (Projets de maîtrise, de doctorat, documentations sur les territoires traditionnels, etc.).

Que les données sur la forêt que détiennent les ministères concernés soient rendues accessibles aux Premières Nations.

Consultation

Le temps de réflexion alloué dans le cadre de nombreuses consultations est trop court pour les Premières Nations. Lors de consultations les parties en cause devront suivre un processus basé sur le *Protocole de consultation des Premières Nations du Québec et du Labrador* développé par l'Institut de développement durable. Pour l'instant, les communautés sont très peu impliquées. Les Premières Nations devraient prendre part aux décisions en amont du processus. Pour ce faire, les communautés devront avoir accès à :

- une aide financière adéquate pour se préparer à la consultation;
- la possibilité de former adéquatement des ressources humaines
- une période de réflexion plus longue;
- toute l'information disponible sur leurs territoires.

Le gouvernement du Québec, qui est responsable de la gestion des forêts, doit reconnaître concrètement et par-delà ses déclarations de principe l'ensemble des besoins, revendications, droits, etc. des Premières Nations. Les très nombreux mémoires déposés par les organisations autochtones lors de multiples consultations existent mais sont lamentablement méconnus et non retenus pour l'ébauche des nouvelles politiques. Une prise en compte de ces documents permettrait d'optimiser significativement les nombreuses consultations ainsi que les nouvelles politiques.

La stratégie de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador devrait être un document mieux connu, utilisé et considéré dans toutes les politiques de gestion des forêts.

Formation et main-d'œuvre

Favoriser la formation continue des travailleurs forestiers. Les gens ayant acquis une formation professionnelle n'ont plus besoin de suivre de formation par la suite. Ces inspections et un cours de perfectionnement doivent être exigés afin d'assurer la qualité des travailleurs forestiers. Une aide financière du gouvernement doit être accordée pour la formation d'inspecteurs autochtones.

Favoriser la mise en place de gardiens et d'agents de protection contre les feux de forêts autochtones. Ces professionnels pourraient également effectuer la surveillance du territoire. Pour ce faire, le gouvernement devra prévoir une aide financière adéquate.

Favoriser l'emploi des jeunes des Premières Nations dans toutes les régions, car il s'agit de main-d'œuvre qui est déjà présente sur le territoire. Les compagnies forestières restent

aveugles et continuent de croire que la main-d'œuvre en région est absente. Un programme de formation dans les usines devrait être à la portée des jeunes des Premières Nations qui éprouvent des difficultés à survivre dans les grandes villes afin se qualifier.

Les travailleurs forestiers devraient avoir accès à de meilleures conditions de travail et à un meilleur salaire. Des processus sont déjà en cours avec le gouvernement du Québec afin d'accorder des accréditations sectorielles comme dans le secteur de la construction. Par contre les conditions de travail demeurent inchangées depuis plus de 15 ans. On doit revoir en profondeur ce secteur de la foresterie au Québec. Il en va aussi de la survie des régions et des communautés des Premières Nations.

Redevances

Les Premières Nations doivent avoir accès aux redevances, puisque qu'elles ont des droits sur les ressources naturelles qui sont prélevées. Si cela avait été le cas en toute justice, les redevances auraient permis depuis longtemps le développement des communautés.

Connaissances écologiques traditionnelles

Les autres utilisations de la forêt devraient être favorisées avant la matière ligneuse, car les connaissances traditionnelles viennent de la forêt et si la forêt disparaît ou que les Premières Nations n'ont plus accès à leurs territoires, les connaissances traditionnelles, ainsi que les langues et les cultures disparaîtront peu à peu. La forêt soutient les communautés et les communautés soutiennent l'économie. Donc, si nous avons un réel système de développement durable, alors la protection de toutes les valeurs de la forêt, à toutes les échelles, devrait être la priorité plutôt que de favoriser la production de matière ligneuse pour engendrer des profits.

Propriété intellectuelle sur les forêts : les connaissances et les inventions technologiques provenant des Premières Nations doivent être reconnues et protégées. Un dédommagement devient nécessaire en cas d'emprunt, de perte ou de vol.

Limite Nord

Cette limite Nord devrait disparaître lorsqu'il s'agit de protection intégrale du territoire, car les feux de forêt au nord de cette limite ne sont pas contrôlés ou maîtrisés par les pompiers forestiers. (Par exemple : les feux de forêts de l'été 2002 dans le territoire de la Baie James). Ces feux de forêt ne sont pas contrôlés et une grande quantité de plantes médicinales, de racines et de petits fruits ont été perdus. De plus, des vieilles plantes comme la mousse à caribous prend des décennies à pousser et leur disparition met en péril la survie des caribous. La protection intégrale du territoire permettrait la poursuite des activités traditionnelles qui se déroulent dans ces régions.

Accès aux données

Les communautés des Premières Nations devraient avoir accès aux données, sans avoir à débours des montants importants, au même titre que les MRC. On fait référence ici aux plan de gestion, de développement, plan de protection et de mise en valeur des forêts privées [PPMV], objectif de protection et de mise en valeur [OPMV], plan général d'aménagement forestier [PGAF], plan annuel d'intervention forestière [PAIF], etc.

Le développement durable

Éviter de donner des pénalités aux industries qui ne coupent pas la totalité de la matière ligneuse qui leur est attribuée. Cette pratique favorise la présence de biodiversité et de la faune. Il faut bonifier les planifications des industriels qui gèrent les forêts à l'aide d'objectifs précis. Il faut donner des bonus aux industries qui coupent moins de matière ligneuse que ce qui est convenu dans leurs allocations de matière ligneuse.

Les Premières Nations devraient avoir le droit d'accès au développement durable de leurs terres, car avant les coupes intensives des forêts, ayant débuté au tournant de 1850 au Québec, les territoires étaient de meilleure qualité.

L'application du développement durable au niveau de l'aménagement du territoire et de la gestion des forêts se concrétise par la gestion intégrée des ressources. Ainsi, les activités de développement doivent se faire de façon à préserver la qualité du territoire et de la pérennité des ressources.

Tenir compte du paysage lors de l'aménagement :

- ne pas récolter la matière ligneuse de montagnes entières;
- bien disperser les coupes;
- éviter les coupes trop près des cours d'eau;
- Abolir la mise en place de tas et d'andains;
- éviter les coupes totales, trouver d'autres formes d'interventions.

Favoriser la mise en place d'une certification qui tienne compte des droits et de l'utilisation du territoire par les Premières Nations. Tel que mentionné, seules deux certifications touchent le volet autochtone, soit *Forest Stewardship Council* (FSC) et *Canadian Standards Association* (CSA).

Toutes les Premières Nations devraient avoir accès à un financement pour la production de plans d'affectation. Ces plans indiqueront les lieux de sépultures, les lieux traditionnels ainsi que tous les autres sites d'importance pour les Premières Nations.

Les prélèvements partiels dans les peuplements où le sol est mince devraient être évités, car les arbres qui restent vont tomber sous l'effet du vent. Il ne faudrait pas prélever dans les bandes de protection le long des cours d'eau.

Favoriser la participation des Premières Nations dans la recherche et le développement d'une sylviculture adaptée aux besoins des gens et de leur économie.

Accélérer la création de réseaux d'aires protégées, car le Québec afflige un retard important par rapport aux autres provinces canadiennes.

Les industries doivent suivre les principes de la *Stratégie de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador* sur les territoires des Premières Nations.

Rapport entre les utilisateurs de la forêt

Améliorer les rapports entre les gouvernements fédéraux et provinciaux, les industries et les gouvernements des Premières Nations.

Financer des professionnels des Premières Nations qui vont s'asseoir avec les industries pour défendre les droits des Premières Nations sur l'utilisation de la forêt. Obliger ces groupes à se parler et convenir d'orientations concertées.

Économie

Favoriser des produits de deuxième et de troisième transformation. Cette façon de faire augmenterait significativement la valeur du produit (valeur ajoutée). De plus, pour une même quantité de matière ligneuse, une quantité supérieure d'emplois est créée. Présentement, les États-Unis ont une longueur d'avance en produisant des produits de deuxième et de troisième transformation avec notre propre matière ligneuse.

Éviter de penser « productivité » et « profit » lorsqu'il est question de matière ligneuse. La forêt offre une multitude d'autres avenues très intéressantes.

Nécessité d'établir des partenariats en matière de développement et des modalités visant la cohabitation harmonieuse en territoire. Le développement durable et la gestion intégrée des ressources font partie des solutions.

Droit des Autochtones

Tout développement sur les territoires ancestraux doit se faire dans le respect des droits et du mode de vie des Première Nations.

Tout développement sur les territoires ancestraux doit tout d'abord recevoir l'approbation de la Première Nation concernée.

La province de Québec affirme détenir près de 90 % de terres dites « publiques ». Les droits et intérêts des Premières Nations existent sur la majeure partie de ces territoires et sur leurs ressources et ils doivent être pris en compte. Pour ce faire, il devient important de favoriser l'implication réelle des Premières Nations à se doter d'outils qui peuvent influencer la gestion du territoire.

Le Règlement sur les Normes d'interventions (RNI) comporte des modalités d'interventions qui s'appliquent à l'ensemble du Québec. Il peut être difficile d'y établir des modalités adéquates répondant à l'ensemble des droits et intérêts des Premières Nations en raison des différentes façons d'utiliser le territoire et de la diversité des écosystèmes. Toutefois, certaines normes minimales devraient y être incluses puisqu'il s'agit d'une question légale et de l'obligation pour les industries de les appliquer.

L'identification de mesure de protection du territoire et d'harmonisation des activités des Premières Nations peut faciliter la prise en compte des droits et des intérêts de tous.

Conclusion

Depuis des millénaires, les Premières Nations ont occupé les territoires, mais depuis quelques années, ce sont plutôt les compagnies forestières qui les occupent au mépris des droits ancestraux et de la considération de ces mêmes droits. Seuls les profits des industries forestières sont pris en compte, au détriment de la faune, de la flore, de l'écosystème et des Premières Nations. Les dommages infligés à l'écosystème demeurent irréparables.

Pour favoriser une bonne foresterie, il suffit d'encourager la coexistence entre les Premières Nations et les compagnies forestières. L'expérience de la communauté de Wemotaci est la preuve qu'une coexistence est possible. Ces expériences pourraient aider à développer de nouvelles pistes pour faire de la foresterie adéquate au Québec tout en satisfaisant les intérêts des Premières Nations et de la société québécoise.

Annexe 1

Forest Stewardship Council Droits des Peuples Autochtones

Les droits légaux et coutumiers des Peuples Autochtones à posséder, à utiliser et à gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, doivent être reconnus et respectés.

3.1 Les peuples autochtones auront le contrôle de l'aménagement forestier sur leurs terres et leurs territoires à moins qu'ils délèguent ce contrôle à d'autres organismes par un consentement libre et informé.

3.2 L'aménagement forestier ne doit ni menacer ni diminuer, directement ou indirectement, les ressources ou les droits de tenure des Peuples autochtones.

3.3 Les sites revêtant pour les Peuples autochtones une signification culturelle, écologique, économique ou religieuse particulière doivent être clairement identifiés en collaboration avec lesdits peuples. Ces sites doivent aussi être reconnus et protégés par les aménagistes forestiers.

3.4 Il faut dédommager les peuples autochtones dont on applique les connaissances traditionnelles en matière d'utilisation des espèces forestières ou sur le mode d'aménagement forestier. Ce dédommagement doit faire l'objet d'une entente officielle acceptée de plein gré et en toute connaissance de cause par les Autochtones avant que ne commencent les activités en question.

Annexe 2



Forum forestier des Peuples autochtones
Indigenous Peoples' Forest Forum
Foro de los Pueblos Indigenas sobre Bosques

PLAN D'ACTION DE WENDAKE

du Forum forestier des Peuples autochtones
tenu sur le territoire huron-wendat, à Québec
en septembre 2003
événement parallèle officiel
du XII^e Congrès forestier mondial

PLAN D'ACTION DE WENDAKE

**du Forum forestier des Peuples autochtones
tenu sur le territoire huron-wendat, à Québec
en septembre 2003
événement parallèle officiel
du XII^e Congrès forestier mondial**

Nous, Peuples autochtones provenant de diverses parties du monde, à l'issue des travaux de ce Forum forestier des Peuples autochtones tenu sur le territoire huron-wendat, conjointement avec le XII^e Congrès forestier mondial, en septembre 2003, dans la province de Québec, au Canada, réaffirmons les multiples déclarations faites par les Peuples autochtones depuis le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992, et demandons qu'elles soient reconnues et mises en œuvre.

Comme il a été mentionné à Kari-Oca (1992), Leticia (1996), Kimberley (2002), Cancun (2003) et Durban (2003), nous réaffirmons notre droit inhérent sur nos territoires, sur nos terres et sur nos ressources. Le véritable développement durable ne pourra se réaliser sans la pleine reconnaissance et le respect intégral des droits spécifiques des Peuples autochtones et sans la reconnaissance et le renforcement de nos systèmes de gestion intégrée des ressources naturelles. Nous réaffirmons la relation étroite entre la biodiversité et la diversité culturelle.

Nous avons élaboré ce plan d'action sur la base de nos déclarations passées. Ce plan prend aussi en compte les éléments progressifs relatifs aux autres normes, principes et propositions d'action et de travail élaborés et adoptés lors des divers forums et événements forestiers mentionnés, qui concernent entre autres nos droits sur les territoires, les terres et les ressources, notre droit à posséder et à contrôler les ressources, l'obligation de garantir notre participation significative à la gestion des forêts, la nécessité de s'assurer de notre consentement et le partage équitable des bénéfices résultant du développement et de l'usage des ressources. Il est maintenant temps d'agir.

Depuis des temps immémoriaux, nous avons toujours respecté et pris soin convenablement de nos territoires, de nos terres et de nos ressources. Notre survie de même que la survie de nos écosystèmes naturels sont conditionnés par le fait qu'on reconnaisse et agisse efficacement dans le respect des droits spécifiques de nos peuples autochtones. Il est maintenant temps d'agir.

Nous présentons ce plan d'action de Wendake et nos déclarations antérieures au XII^e Congrès forestier mondial et nous pressons les États Nations, les organisations intergouvernementales, les agences spécialisées, les institutions financières internationales et les organismes non gouvernementaux de mettre en œuvre les recommandations et les demandes qu'ils contiennent de façon prioritaire.

Les actions les plus importantes :

Les Nations Unies et leurs organismes, les agences spécialisées, les États Nations, les organisations intergouvernementales internationales et régionales et les agences multilatérales internationales doivent reconnaître et garantir le droit à l'autodétermination des Peuples autochtones, incluant le droit de gouvernance sur l'utilisation des ressources naturelles, et ils doivent s'assurer du maintien de l'intégrité de nos cultures et des écosystèmes en concordance avec nos visions respectives du monde.

Les Nations Unies doivent encourager les États Nations à ratifier les accords internationaux et les ententes qui affirment les droits des Peuples autochtones.

Les États Nations et les organisations intergouvernementales doivent réaliser leurs obligations respectives afin de reconnaître, assumer et mettre en œuvre les accords internationaux et les traités, lesquels affirment les droits des Peuples autochtones.

Les actions nécessaires :

1. Droits des Peuples autochtones

- Les droits des Peuples autochtones doivent être incorporés dans les politiques forestières à tous les niveaux.
- Nous pressons les États Nations et les organisations intergouvernementales d'établir, avec la participation effective des Peuples autochtones, des mécanismes pour évaluer la performance des engagements et obligations gouvernementales et intergouvernementales de façon à soutenir et à respecter les droits des Peuples autochtones.
- Les Nations Unies, en consultation avec le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, recommandent aux États Nations d'élaborer, en concertation avec les Peuples autochtones, des mesures plus efficaces de suivi et de vérification de la participation des Peuples autochtones dans l'élaboration des politiques forestières et de gestion durable de la forêt.
- Les Nations Unies, leurs agences spécialisées et les autres agences bilatérales et multilatérales internationales doivent fournir un support financier qui permet aux Peuples autochtones d'avoir accès aux services juridiques et techniques afin d'assurer la défense et la réalisation de nos droits dans nos pays respectifs.

2. Droits aux ressources

- Les États Nations effectueront la restitution et le paiement d'une compensation pour la violation passée des droits des Peuples autochtones et pour la perte d'usage des forêts; ils devront aussi leur donner les garanties nécessaires contre toutes formes de violation future.
- Les États Nations garantiront la reconnaissance légale et la délimitation des territoires et des terres autochtones avec la pleine participation des Peuples autochtones.
- Les États Nations développeront, avec l'entière participation des Peuples autochtones, des mécanismes pour assurer la distribution équitable des ressources.

- Les États Nations devront reconnaître et respecter l'intangibilité des territoires des Peuples autochtones qui vivent en isolement volontaire.

3. Consentement, capacité et participation significative

- Les États Nations doivent prendre des mesures transparentes pour garantir que le consentement libre, préalable, entier et informé des Peuples autochtones ait été obtenu avant la mise en œuvre de toutes activités ou décisions qui peuvent affecter leurs territoires et leurs droits traditionnels.
- Les États Nations œuvreront avec les communautés autochtones à l'élaboration de mécanismes garantissant la pleine participation des Peuples autochtones dans le processus de formulation des politiques publiques sur la gestion, la protection et le développement des terres et des forêts.
- Les institutions appropriées telles que les Nations Unies, les États Nations et les organisations multilatérales internationales œuvreront avec les Peuples autochtones à développer des mécanismes légaux et institutionnels qui renforceront nos propres modèles communautaires de gestion intégrée de la forêt.
- Les Nations Unies, les États Nations, les organisations multilatérales internationales et les membres du « *Collaborative Partnership on Forest* » (CPF) procureront le financement nécessaire pour soutenir les initiatives des Peuples autochtones aux fins de développement de leur capacité de gérer les forêts en concordance avec leurs propres traditions et priorités.

4. Savoir écologique relatif à la forêt et droits culturels

- Les Nations Unies, de concert avec le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones et les agences intergouvernementales, recommanderont aux États Nations l'élaboration d'un cadre de promotion et de protection du savoir traditionnel, incluant le savoir traditionnel relatif à la forêt.
- En concertation avec les Peuples autochtones, les États Nations élaboreront une législation qui reconnaîtra et facilitera la protection et l'utilisation du savoir traditionnel des Peuples autochtones en matière de gestion, de conservation et de développement en forêt.

5. Instruments économiques et accords commerciaux

- Les États Nations, l'Organisation mondiale du Commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en concertation avec les Peuples autochtones, doivent réviser et évaluer tout instrument ou politique commerciale existant ou nouveau pour déterminer l'étendue de la violation de nos droits et la menace sur nos modes de vie.
- Les États Nations et les organisations multilatérales internationales doivent abandonner tout instrument ou politique économique et commerciale existant ou à venir qui viole ou qui tend à violer nos droits.
- Les Nations Unies, les États Nations et les organisations multilatérales développeront, avec les Peuples autochtones, des mécanismes pour compenser les effets des engagements

environnementaux des gouvernements sur les Peuples autochtones, leurs contraintes et leurs obligations.

- Les Nations Unies, les États Nations et les organisations multilatérales internationales fourniront les ressources et les mécanismes appropriés pour soutenir nos efforts de participation pleine et entière aux discussions concernant les enjeux du commerce international qui nous affectent.

6. Investissements en capital et transfert de technologies

- Les États Nations et les organisations multilatérales internationales mettront en œuvre des programmes de développement qui donneront aux Peuples autochtones l'accès aux ressources technologiques et financières nécessaires pour faciliter leur renforcement de nos systèmes locaux de gestion forestière.

CONCLUSION

Les États Nations doivent cesser de prélever les ressources de nos territoires et de nos terres et doivent cesser d'utiliser nos enjeux pour faire valoir leurs objectifs nationaux dans l'arène internationale sans s'être assurés d'avoir réalisé leurs propres engagements chez eux.

Nous pressons les États Nations, les organisations intergouvernementales, les Nations Unies, l'Organisation des États Américains, l'Union européenne, les agences spécialisées telles que l'UNESCO, le FAO, l'OMPI, l'OMC et les agences financières comme la Banque de développement interaméricaine, la Banque mondiale, parmi d'autres entités internationales, d'adopter ces actions comme faisant partie de leurs politiques et programmes afin de satisfaire aux demandes des Peuples autochtones.

Bibliographie

Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, 2003. *Protocole de consultation des Premières Nations du Québec et du Labrador*, 17 pages

Canadian Standard Association, 2003, *Aménagement forestier durable : exigences et lignes directrices*, 53 pages

Conseil de la Nation Atikamekw, 2004. *Mémoire présenté à la commission d'étude scientifique, technique, publique et indépendante, chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'État*, 10 pages

Conseil Tribal Mamuitun, 2004. *Mémoire du conseil tribal Mamuitun mak Natashkuan présenté à la commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise*, 65 pages

Delgamuukw v. British Columbia, [1997] 3 S.C.R. 1010.

Forest Stewardship Council, groupe de travail du Canada, 2003. *Norme Boréale National version 3.0*, 208 pages

Premières Nations de Mamit Innuat, 2004. *Mémoire des Premières Nations de Mamit Innuat présenté à la commission d'étude scientifique, publique et indépendante chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'état*, 10 pages

Première Nation de Timiskaming, 2004. *Mémoire présenté à la commission d'étude sur le gestion de la forêt publique québécoise*, 7 pages

Secrétariat de l'assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, 2000. *Mémoire sur le projet de loi modifiant le Loi sur les Forêts et la tenue de la commission Parlementaire Générale*. 17 pages

Wyatt, Stephen, 2004. *Vers une coexistence entre les Autochtones et l'industrie forestière*. Mémoire présenté à la commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 11 pages

Sites internet consultés

Archives de Radio Canada

http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-17-1119/politique_economie/droits_autochtones/

Loi sur les Forêts

http://publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/F_4_1/F4_1.htm